



DANS CE NUMÉRO

1. USAID encourage la transparence à la Centrale d'achat des médicaments essentiels.....1
2. Classes multi-niveaux2
3. Lutte contre les violences faites aux femmes..3
4. Mutuelles de santé au Bénin.....3
5. USAID appui un exercice de riposte à la pandémie.....4
6. Nouvelles de la mission.....4



PHOTO: WORLD EDUCATION

Une classe multi-niveaux au Bénin. Les élèves de niveaux différents sont assis en direction opposée.

Lire la suite ci-dessous.

USAID encourage la transparence dans la gouvernance de la Centrale d'achat des médicaments essentiels

Un atelier de formation financé par l'USAID s'est tenu du 23 au 27 août 2010, dans la ville de Bohicon, dans le sud du Bénin. Le séminaire était

(Suite page 2)

L'enseignement multi-niveaux: un pas vers un accès amélioré à l'éducation

« Cela m'a surpris quand l'association des mères d'élèves m'a remis la liste des demandes d'inscription en cours d'initiation, » déclare le directeur de l'école primaire de Toumboutou, dans le nord du Bénin. « La liste était très longue ! L'année dernière, en 2009, j'avais dû faire du porte-à-porte pour ne trouver que quelques enfants à inscrire en Cours d'initiation (CI). « Cette année, les mères veulent inscrire beaucoup d'enfants et nous ne sommes même pas censés ouvrir une nouvelle classe de CI ! »

Dans le nord du Bénin, faute d'élèves, d'enseignants, et de bâtiments où faire cours à six classes primaires chaque année, il est fréquent de trouver des écoles dites « biannuelles ». Ces écoles, n'accueillent chaque année que trois niveaux de classes sur six. Une année ce sont les CI, CEI et CMI.

L'année suivante, ce sont les CP, CE2, et CM2.

L'association des mères (AME) de Toumboutou a de la chance. Le directeur de leur école accepte de les aider et d'inscrire les enfants. Ailleurs, les directeurs refusent de faire de même, faute de moyens.

La stratégie biannuelle nuit à la scolarisation qui est déjà faible

Plus de 60 pour cent des filles ont commencé l'école en 2009, contre seulement 26 pour cent l'année précédente

dans le nord du Bénin. Par exemple, seul 31 pour cent des enfants de la circonscription scolaire de Karimama, et 41 pour cent de celle de Malanville sont scolarisés, comparé à la moyenne nationale de scolarisation qui est de 88 pour

cent. La scolarisation des filles est beaucoup plus faible.

Depuis avril 2008, World Education, avec le financement de l'USAID, œuvre à rehausser le taux de scolarisation primaire – des filles surtout – dans plus de 450 écoles primaires des cinq circonscriptions scolaires du Nord où il est nettement inférieur aux moyennes nationales. La stratégie consiste à mobiliser l'énergie des femmes dans des AME. Au Bénin, les normes culturelles empêchent les femmes d'exprimer ouvertement leurs idées devant des hommes. Cependant, les AME permettent aux femmes de parler et d'agir en groupe pour influencer et améliorer la gestion des écoles primaires. Les AME complètent et équilibrent les Associations de pa-

(Suite page 2)

(CAME, suite de la page 1)

organisé à l'intention des membres du comité de gestion (CoGes) de la CAME – l'institution responsable de l'approvisionnement en médicaments essentiels et consommables pour le système de santé publique du Bénin.

L'objectif était de préparer les membres de la CoGes à jouer leur rôle d'administrateur. La formation porta sur la compréhension des règlements régissant la CAME, et sur les rôles et responsabilités des membres des CoGes. Le but ultime est d'optimiser la performance de la CAME, qui opère désormais dans un cadre plus transparent.

"Nous avons acquis les outils pour le suivi efficace et stratégique de la CAME, déclara le Dr Omer Zounon. « le CoGes est reparti de cette formation avec en main une première ébauche de son plan d'action pour les trois prochaines années. Cela montre la pertinence de la formation, qui, je crois, nous rend plus aptes à assumer nos rôles et responsabilités. »

C'est Management Sciences for

Health (MSH / SPS), qui avaient initialement audité la CAME, qui organisa la formation dans le cadre du programme de renforcement des systèmes pharmaceutiques de



Les membres nouvellement élus du CoGes de la CAME posent avec l'animateur de l'atelier de renforcement des capacités en matière de gouvernance et de transparence.

l'USAID.

On rappellera qu'en 2008, le gouvernement du Bénin avait engagé des réformes pour que la CAME puisse mieux exercer son rôle de pilier de l'appareil pharmaceutique. Pendant de nombreuses années, la CAME avait opéré sans statut juridique clair. En 2010, avec l'appui de l'USAID / Bénin, la CAME transforma

son environnement juridique. Elle acquit le statut d'association sans but lucratif, et son autonomie financière. Suite au renouvellement du conseil d'administration, le CoGes nouvellement élu entra en fonction en avril 2010.

L'aide que l'USAID apporte à la CAME est financée par la President's Malaria Initiative (PMI). Au Bénin, plus de 45 pour cent du budget de PMI finance l'achat de médicaments et autres produits pour lutter contre le paludisme. La CAME réformée est déterminée à se transformer en un instrument plus efficace, efficient et transparent du système de santé du Bénin. La CAME est également consciente de la nécessité pour

les populations de pouvoir trouver des médicaments de bonne qualité, au meilleur prix, toutes les fois qu'elles en ont besoin.

USAID / Bénin entend poursuivre son soutien à la CAME à travers d'autres réformes, telles que le renforcement du système d'information et la formalisation du cadre de performance entre CAME et ses différents partenaires. □

(Multi-niveaux, suite de la page 1)

rents et enseignants (APE) à prédominance masculine.

Toutefois, le manque d'enseignants qualifiés et l'insuffisance de salles de classe sont des problèmes qui dépassent les AME, même si leur contribution est essentielle. Faute d'un lieu où apprendre et enseigner, on ne parviendra pas à relever les taux de scolarisation. Des salles de classe où les enseignants qualifiés enseignent à deux ou plusieurs niveaux en même temps offrent une possible solution.

Ces écoles multi-niveaux sont communes dans les pays développés comme les États-Unis, le Canada et la France. On en trouve aussi dans des pays africains, tels que la Guinée, le Sénégal et le Mali, ainsi que dans nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine. En 2009, avec

l'appui de l'USAID, l'Institut national de formation et de la recherche en éducation (INFRE) du ministère des enseignements maternel et primaire et World Education, ont commencé à expérimenter avec des classes multi-niveaux dans des régions indigentes en matière d'éducation.

Les résultats sont prometteurs. Karimama, par exemple, affiche 52 pour cent d'augmentation des inscriptions en CI, dont 38 pour cent de filles. Cela signifie que plus de 60 pour cent des filles ont débuté l'école en 2009, contre 26 pour cent l'année d'avant. Les classes multi-niveaux permettront à ces élèves d'avoir des enseignants qualifiés jusqu'en CM2. Les résultats provenant des quatre autres circonscriptions scolaires présentent des signes tout aussi positifs de

cette expérience de classes multi-niveaux.

Aussi, est-ce un ministre de l'enseignement primaire très satisfait qui écrit à World Education pour le remercier de sa collaboration à mettre en place avec succès les classes multi-niveaux et améliorer l'accès des enfants du Bénin à une école primaire de qualité.

Le succès des classes multi-niveaux repose sur une formation et du matériel pédagogique spécialisés et un suivi étroit des enseignants. Ce qui implique le soutien à long terme et l'engagement du gouvernement du Bénin. Tout donne à croire que celui-ci tient ses engagements à faire en sorte que chaque année tous les enfants du Bénin aillent à l'école primaire. □

Proposé par YESSOUFOU Latifou-World Education Benin.

Progrès de la lutte contre les violences faites aux femmes

Déborah a 20 ans. Elle est mariée à Djobo. Le couple vit à Guiguiso, un village au nord du Bénin. Une nuit de septembre 2009, trois hommes agressèrent le couple pendant leur sommeil. Ayant abandonné le mari en sang et inconscient, ils entraînent Deborah au loin, puis la violèrent à tour de rôle.

Ayant repris conscience, le mari donna aussitôt l'alerte. Le coordonnateur d'EMPOWER qui vit dans le village s'empressa de prévenir le commissaire de police de Bassila, la ville la plus proche. Avant le lever du soleil, la population de Guiguiso s'était lancée à la poursuite des criminels et les avait capturés.

Au Bénin, plus de 70 pour cent des femmes sont victimes de violences et 15 pour cent, au moins, de viols. Depuis 2007, suite à l'Initiative présidentielle pour la justice rendue aux femmes et leur autonomisation, WJEL, l'USAID œuvre à réduire la violence contre les femmes et les filles dans les 77 municipalités du Bénin. Un premier objectif est de promouvoir une plus grande reconnaissance et acceptation des droits des femmes et d'autre part, obtenir que plus de femmes victimes de la violence puissent obte-

nir l'aide des centres de services sociaux et de l'appareil judiciaire.

Le projet EMPOWER de l'USAID, mis en œuvre par Care International, appuie les Centres de services sociaux (CPS) et les ONG partenaires, auprès desquels un nombre croissant de femmes victimes de violence trouvent un soutien psychologique, médical, et judiciaire et une aide financière d'urgence.

Ainsi, nos victimes de Guiguiso, accompagnées par la coordonnatrice du projet, allèrent consulter un médecin de l'hôpital de Bassila qui leur établit des certificats médicaux attestant des violences subies. Ensuite, les victimes se rendirent au commissariat de police pour déposer plainte. Là, le couple présenta leurs certificats médicaux au commissaire. Par la suite, le commissaire ayant entendu accusés, victimes et témoins, soumit l'affaire au procureur. Aujourd'hui, les trois accusés attendent en prison leur procès.

De Novembre 2007 à Septembre 2010, 1.500 cas de violences physiques et sexuelles ont été présentés devant les tribunaux béninois avec l'appui du le gouvernement américain. Malgré qu'il soit de nos jours très difficile aux femmes béninoises d'accuser

les hommes qui abusent d'elles, le nombre de cas de violence soumis à la justice est 10 fois supérieur à celui prévu pour la durée de vie du projet. «Avant», dit un juge béninois, « nous tentions de résoudre les cas de violence contre les femmes « à l'amiable » et hors du tribunal. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. D'une part, en raison d'EMPOWER qui aide les victimes à comprendre la situation et à porter plainte devant la justice, et d'autre part, à cause de la pression croissante exercée par les médias acquis à la cause des femmes, qui agissent en partenaires indispensables pour que justice leur soit rendue.

« La souffrance que nous avons subie à la suite de ce viol collectif passera sans doute avec le temps, » dit Deborah quelques semaines après l'agression, « mais je n'ose imaginer ce que serait aujourd'hui notre vie, mon mari et moi, si nous n'avions pas bénéficié de l'aide d'EMPOWER qui nous a soutenus pour engager les poursuites tout au long du chemin, depuis l'hôpital jusqu'au bureau du procureur, en passant par le poste de police. » □

Proposé par le projet EMPOWER mis en œuvre par CARE International.

L'USAID encourage l'assurance maladie au Bénin

Dr Dorothee Yévidé, directrice de cabinet du ministre de la Santé, et Kevin Armstrong, directeur de l'USAID, ont présidé au premier forum national des mutuelles de santé du Bénin. Le projet intégré de santé familiale de l'USAID (PISAF) parrainait l'événement.

Depuis 2006, l'USAID encourage la création de régimes communautaires d'assurance-santé au Bénin.

Malgré les nombreuses initiatives de nombreux bailleurs de fonds

internationaux pour accroître l'accès à des soins de qualité et au financement des frais médicaux, mettre en place un régime de couverture médicale universelle et durable s'avère un effort de longue haleine au Bénin où les régimes d'assurance-maladie ne couvrent que 6,5 pour cent de la population.

Le forum permet d'identifier des stratégies novatrices pour promouvoir et développer davantage le professionnalisme des mutuelles de santé au Bénin.

□



De gauche à droite: Jeffrey Barnes, conseiller technique d'Abt Associates, Dr. Franz Simeon, directeur du PISAF, Kevin Armstrong, directeur d'USAID/Bénin et Dr. Dorothee Yévidé, directrice de cabinet du ministre de la Santé.

L'USAID appuie un exercice de riposte à une pandémie

Kevin Armstrong, Directeur de l'USAID au Bénin, s'est adressé le 25 juin 2010, à Cotonou, au Bénin, aux participants à l'exercice de riposte à une pandémie du Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique.

« Cette conférence nous a donné à réfléchir au delà de nos rôles militaires traditionnels pour coordonner nos actions avec les organisations nationales, régionales et internationales. Ce n'est qu'en travaillant sous l'autorité civile des services d'urgence nationaux que nous parviendrons à mieux exploiter nos talents pour lutter contre les catastrophes de pandémie les plus sévères », a déclaré M Arm-



Un participant à l'exercice de riposte à une pandémie reçoit son certificat, en présence du Général Mathieu Boni, Chef d'Etat Major des Forces Armées Béninoises, de S.E. James Knight, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, et de Kevin Armstrong, Directeur de l'USAID.

strong à la cérémonie de clôture.

Cet exercice de cinq jours que dirigea le Commandement militaire des États-Unis d'Amérique pour l'Afrique avec l'appui du Centre de préven-

tion des catastrophes et l'aide humanitaire médecine (CDHAM) et le financement de l'USAID, rassembla les représentants civils et militaires de 15 pays africains ainsi que les experts d'organismes internationaux. Il permit d'évaluer et élaborer des plans nationaux et régionaux de riposte aux catastrophes. James Knight, ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Bénin clôtura l'exercice par un discours soulignant que cet exercice n'était que la première étape d'un effort

continu pour assurer la meilleure préparation possible des capacités régionales et nationales d'Afrique de l'Ouest à répondre aux catastrophes. □ (avec US AFRICOM)

Nouvelles de la Mission

Cours de programmation de l'aide au développement

Du 14 au 18 juin, 18 membres du personnel d'USAID-Bénin ont suivi un cours de programmation de l'aide au développement.

Elise Storck et Gary Scott, tous deux Senior Management Consultants à USAID, dirigèrent de main de maître cet exercice riche en information et travaux pratiques.

Les participants apprécièrent la façon dont les ins-

tructeurs parvinrent à conserver un niveau élevé de concentration chez les participants et à retenir leur attention sur les menus détails et subtilités du budget et des



La satisfaction se lit sur le visage des participants au cours de programmation de l'aide au développement de l'USAID.

finances du gouvernement américain.

M James Knight, ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Bénin – lui-même, un spécialiste du développement économique, autrefois en poste à USAID au Niger – s'adressa aux participants

pour les accueillir et souligna que l'aide au développement faisait partie intégrante de la politique étrangère américaine, et que, en tant qu'experts du développement, responsables de la gestion des programmes d'aide à l'Afrique, le rôle des employés d'USAID pour aider à l'at-

teinte de ces objectifs était essentiel. □